

Survol

La gestion d'un pays aussi grand, diversifié et dynamique que le Canada pose un défi de taille quand il s'agit d'offrir des services à 33 millions de personnes réparties sur 10 millions de kilomètres carrés.

Cette tâche colossale requiert les efforts de 3,2 millions de personnes œuvrant dans des centaines d'organismes publics aux trois paliers d'administration publique. Les fonctionnaires fédéraux traitent les prestations de sécurité sociale, comme l'assurance-emploi. Les travailleurs provinciaux veillent à ce que les services de santé dont les Canadiens ont besoin soient offerts. Les employés des administrations locales assurent les services tels que l'approvisionnement en eau potable, la cueillette des ordures, les parcs, les services de police et de lutte contre l'incendie.

La majorité des employés travaillent au niveau provincial et local

Les employés des administrations provinciales, territoriales et locales représentent la majorité

des fonctionnaires, soit environ 80 %. En tout, les ministères, les universités, les collèges, les commissions scolaires ou les établissements de santé et de services sociaux représentent plus de 2,5 millions d'employés du secteur public.

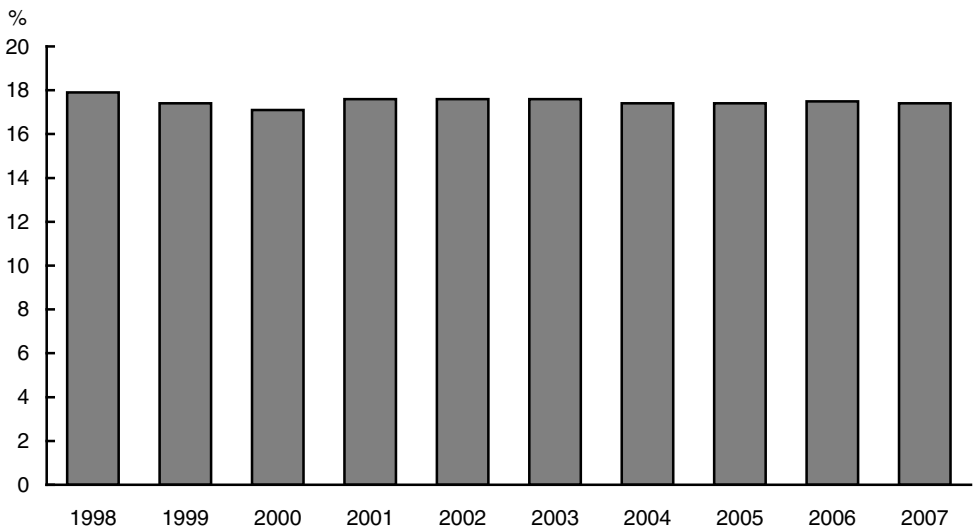
L'administration fédérale regroupe 12 % des fonctionnaires. Les autres employés des entreprises publiques assurent, entre autres, la livraison du courrier, la vente d'alcool et la prestation des services d'électricité par les services publics locaux.

Renouveau de la fonction publique

Les trois paliers d'administration publique ont réduit leurs effectifs entre le début et le milieu des années 1990 afin de comprimer leurs budgets et d'éliminer leurs déficits. Par contre, depuis 1997, le nombre d'employés du secteur public a augmenté de 16 %. Celui du secteur privé a aussi progressé. La proportion des travailleurs du secteur public dans l'ensemble de la main-d'œuvre canadienne est donc demeurée pratiquement stable à 18 %.

Graphique 17.1

Employés des administrations publiques en pourcentage de l'emploi total



Note : Les données sont établies sur la base d'une année civile.

Source : Statistique Canada, produit n° 68-213-XIF au catalogue.

En 2007, l'administration publique a géré des budgets totalisant près de 604,5 milliards de dollars couvrant tous les ministères et les programmes gouvernementaux de même que les comptes du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec.

L'utilisation de l'argent des contribuables est partiellement déterminée par la Constitution. L'administration fédérale est responsable des activités qui touchent l'ensemble du pays, par exemple, les programmes nationaux de services sociaux ou les relations internationales.

Environ le tiers des dépenses fédérales de 223,9 milliards de dollars faites en 2007 a été consacré aux paiements de la sécurité sociale, aux allocations familiales et à l'assistance sociale. Aussi, les activités internationales, comme la défense nationale, la diplomatie internationale et l'aide internationale, ont utilisé 10 % des dépenses fédérales. Des dépenses similaires ont été observées pour les soins de santé et les paiements de transfert à des fins générales aux autres paliers de l'administration publique.

Les provinces financent principalement les soins de santé et l'éducation : plus de la moitié des 278,4 milliards de dollars dépensés par les provinces en 2007 a été consacrée à ces deux secteurs. Les dépenses des services sociaux

Tableau 17.a
Emploi, salaires et traitements dans le secteur public

	2006	2007
	nombre	
Employés ¹	3 164 593	3 225 700
	milliers de \$	
Salaires et traitements ²	151 863 218	160 985 860

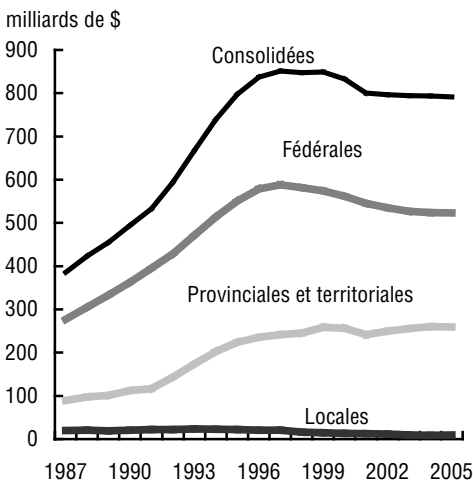
1. Moyenne annuelle.
2. Total annuel.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0002.

représentaient environ le sixième de toutes les dépenses provinciales.

Les services de transport et de communication — comme le réseau routier, le déneigement et les transports publics — représentaient la plus importante dépense budgétaire des administrations locales en 2006, soit environ le cinquième des dépenses municipales de 62,9 milliards de dollars. Les services environnementaux, tels que l'épuration des eaux, le traitement des eaux usées et l'élimination des déchets, constituaient 18 % des dépenses alors que 16 % étaient utilisés pour la protection de la personne et de la propriété, soit les services de police, de lutte contre l'incendie et les tribunaux.

Graphique 17.2
Dettes nettes, par niveau de gouvernement



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0014.

Dépenses et priorités

Au cours des dernières années, la santé et l'éducation ont été au cœur des préoccupations des Canadiens. Les dépenses pour les soins de santé ont donc bondi de 28 % de 2003 à 2007, davantage que le taux de croissance de 20 % des dépenses publiques.

De 2003 à 2007, les dépenses pour l'éducation ont augmenté de 23 % et celles relatives à l'enseignement postsecondaire ont grimpé de 31 %. Les dépenses au titre des services sociaux ont progressé de 20 %, soit au rythme du taux de croissance. Au cours de cette période, d'autres secteurs ont enregistré une faible hausse ou même une diminution des dépenses, dont la conservation des ressources et le développement industriel, le travail, l'emploi et l'immigration, le logement, la planification régionale et les établissements de recherche.

Allègement du fardeau de la dette

Les administrations publiques ont réduit récemment les dépenses dans un autre secteur clé : les frais d'intérêt sur la dette. La réduction ou l'élimination des déficits — soit les manques à gagner que les administrations publiques enregistrent une année donnée — et des taux d'intérêt plus faibles ont permis de faire chuter les frais d'intérêt des dépenses publiques de 11 % à 8 % de 2002 à 2007.

La lutte au déficit et à la dette ne s'est pas révélée aussi efficace dans les différents niveaux d'administration publique. L'administration fédérale a affiché des excédents chaque année depuis 1998 alors que le Québec, l'Ontario, Terre-Neuve-et-Labrador ainsi que les territoires ont généralement inscrit des déficits à leurs bilans. Par contre, le boom des produits de base a permis à l'Alberta, province riche en pétrole, d'enregistrer des excédents sans précédent estimés à 9,5 milliards de dollars en 2007. Ensemble, les administrations locales au Canada ont connu cinq années consécutives de déficit depuis 2003.

La hausse globale de 25 % des dépenses publiques de 2002 à 2007 a été majoritairement

causée par une augmentation de 29 % des recettes.

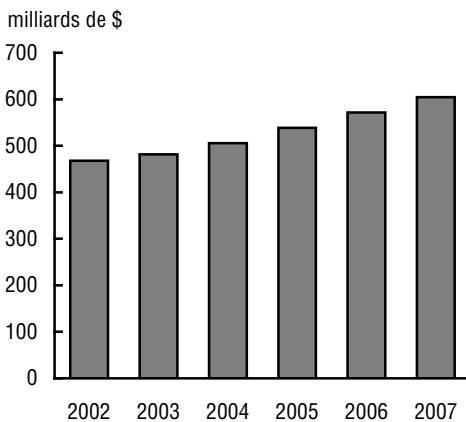
L'impôt sur le revenu, les taxes à la consommation et les cotisations aux régimes d'assurance sociale fournissent 70 % des recettes publiques totales. Les revenus de l'administration fédérale dépendent surtout des impôts et des taxes, 84 % de ses recettes provenant de mesures fiscales et 9 %, des cotisations aux régimes d'assurance sociale. Les administrations provinciales et locales comptent moins sur les impôts et les taxes; respectivement 57 % et 40 % de leurs recettes sont tirées de ces sources.

Hausse des revenus du gouvernement

La croissance économique de la dernière décennie s'est traduite par une progression de 29 % des recettes des administrations publiques depuis 2002. Grâce à l'augmentation de la main-d'œuvre et à la hausse des salaires, les recettes totales tirées de l'impôt sur le revenu ont bondi de 31 % de 2002 à 2007 pour se chiffrer à 246,2 milliards de dollars. Les cotisations aux régimes publics d'assurance sociale ont également augmenté, en hausse de 24 %, pour atteindre 74,5 milliards de dollars.

Les recettes tirées des taxes à la consommation ont grimpé de 18 % pour atteindre 105,4 milliards de dollars, bien que la réduction de la taxe sur les produits et services en 2006 ait ralenti cette croissance. Enfin, le boom des produits de base et les recettes provenant des investissements publics ont fait un bond de 58 % pour se chiffrer à 51,1 milliards de dollars.

Graphique 17.3
Recettes consolidées des administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales



Note : Les données des administrations provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont en date du 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0001.

Renouveau de l'infrastructure du Canada

Sur les routes, par-dessus les cours d'eau et sous le sol, les administrations publiques modernisent leurs infrastructures à un rythme inégalé depuis des décennies.

L'essentiel de notre infrastructure est le produit d'un financement considérable qui a marqué les années 1950, 1960 et 1970. Au cours des années 2000, un nouveau cycle d'investissement a fait passer l'âge moyen des réseaux routiers, d'aqueducs et de traitement des eaux usées et d'égouts de 17,5 ans en 2000 à 16,3 ans en 2007.

En 2007, l'Ontario peut compter sur l'infrastructure la plus récente au pays, suivie de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta. Les plus vieilles se trouvent en Nouvelle-Écosse, au Manitoba et en Saskatchewan.

Le réseau routier a représenté les plus grands réinvestissements pour atteindre un âge moyen de 14,9 ans en 2007. Depuis 2001, le Québec a contribué à plus de la moitié de cette baisse et les autres provinces, sauf l'Île-du-Prince-Édouard et

Terre-Neuve-et-Labrador, ont vu l'âge moyen de leurs routes chuter.

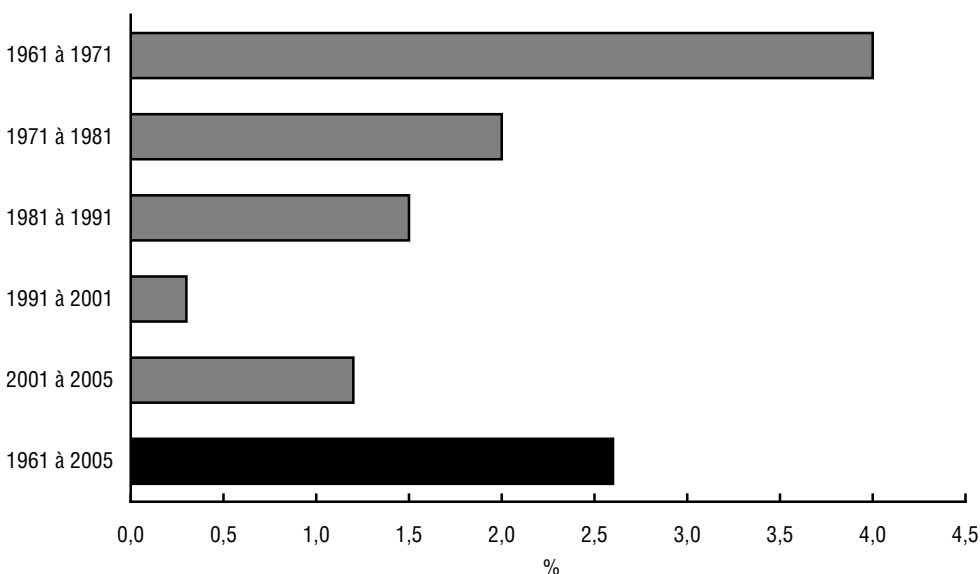
Les systèmes d'approvisionnement en eau ont aussi bénéficié d'investissements importants et soutenus, particulièrement en Ontario et en Colombie-Britannique où les systèmes sont les plus récents au pays. Les réseaux de traitement des eaux usées, en revanche, ont considérablement vieilli, surtout au Québec et à l'Île-du-Prince-Édouard.

Les investissements dans les infrastructures ont aussi porté sur le loisir communautaire. Ainsi, le nombre d'installations sportives a augmenté de près de 4 % par année de 1961 à 2005, notamment dans l'Ouest du Canada en raison des Jeux olympiques de 1988 à Calgary et en prévision de ceux de Vancouver en 2010.

Par contre, le Québec a investi davantage dans ses installations culturelles. Depuis les années 1960, environ 100 \$ par personne (dollars de 1997) ont été consacrés aux bibliothèques, musées, salles de théâtre et lieux historiques.

Graphique 17.4

Croissance annuelle moyenne du capital d'infrastructures gouvernementales par période



Source : Statistique Canada, produit n° 11-624-MIF au catalogue.

Évolution des dépenses en services sociaux

La transformation rapide de la société canadienne a nécessité certains changements dans les dépenses publiques. Sous l'effet d'une économie plus vigoureuse, d'une population en croissance et du vieillissement de la main-d'œuvre au cours des deux dernières décennies, tous les paliers d'administration publique ont dû modifier l'aide apportée aux citoyens par l'entremise des services sociaux.

Les dépenses reliées aux services sociaux — soit les programmes qui visent à accroître le bien-être des personnes et des familles — ont ralenti. Bien qu'elles demeurent le principal poste des dépenses publiques, les dépenses en services sociaux augmentent plus lentement que celles engagées dans d'autres secteurs. Les dépenses en santé ont crû de 6 % en moyenne par année de 2003 à 2007, celles en environnement, de 9 % et celles pour les services sociaux, de 5 %.

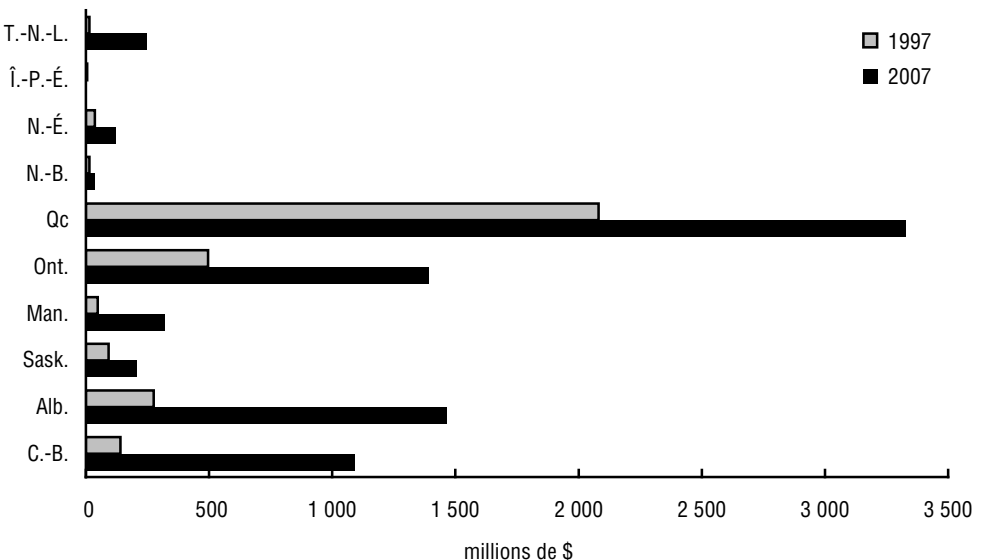
La part des services sociaux dans l'ensemble des dépenses a diminué. La vigueur de l'économie canadienne et le taux de chômage le plus bas

enregistré depuis plus de trois décennies ont concouru à réduire les dépenses au chapitre de l'assurance-emploi, ce poste représentant 6 % des dépenses de l'administration fédérale en 2007 comparativement à 10 % en 1989.

D'autres programmes des services sociaux ont vu leur demande bondir. Le vieillissement de la population canadienne a nécessité des investissements dans le Programme de la sécurité de la vieillesse. En 1989, les dépenses à ce titre se sont chiffrées à 15,2 milliards de dollars, soit 14 % des dépenses en services sociaux; en 2007, 31,1 milliards de dollars lui ont été consacrés, soit 14 % des dépenses totales.

De même, plus de Canadiens deviennent prestataires des régimes de pension. Les dépenses annuelles engagées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec ont plus que triplé, passant de 11,3 milliards de dollars en 1989 à 35,1 milliards de dollars en 2007.

Graphique 17.5
Dépenses de services sociaux, par province



Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0008.

Tableau 17.1 Recettes et dépenses consolidées de l'administration publique, 1995 à 2008

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001
Recettes	335 313	352 416	366 764	390 484	404 976	436 558	475 137
Impôts sur le revenu	123 417	134 343	143 578	160 204	164 593	178 423	191 144
Impôts sur le revenu des particuliers	102 144	108 649	113 750	123 029	127 763	138 443	143 116
Impôts sur le revenu des sociétés	19 525	23 604	26 758	33 897	33 621	36 155	43 262
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	308	479	223	304	307	326	454
Impôts directs des non-résidents	1 439	1 611	2 847	2 974	2 901	3 499	4 312
Taxes à la consommation	65 647	66 951	69 372	73 065	76 697	80 088	87 870
Taxes générales de vente	40 050	40 320	42 222	44 620	47 566	51 323	55 523
Taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac	5 389	5 459	5 581	5 801	6 235	6 190	6 203
Taxes sur les divertissements	309	351	411	485	627	630	598
Taxes sur les carburants	9 984	10 710	10 873	11 227	11 602	11 789	11 745
Droits de douane	3 576	2 971	2 677	2 766	2 359	2 104	2 807
Bénéfices sur la vente des boissons alcoolisées	2 356	2 658	2 519	2 727	2 807	2 747	3 475
Bénéfices remis, tirés des jeux de hasard	2 814	3 200	3 517	3 730	4 175	4 183	6 315
Autres taxes à la consommation	1 170	1 282	1 573	1 709	1 325	1 121	1 205
Impôts fonciers et impôts connexes	35 491	35 846	36 935	38 546	38 557	40 255	41 063
Autres impôts	12 455	13 039	13 080	13 333	14 054	14 334	15 157
Primes d'assurance-maladie	1 589	1 579	1 648	1 700	2 018	1 950	2 178
Contributions aux régimes de sécurité sociale	42 571	43 272	45 212	45 874	49 552	51 946	57 530
Vente de biens et services	24 978	25 744	27 763	27 409	29 097	32 202	34 415
Revenus de placements	24 555	26 285	26 153	26 377	24 560	29 588	38 836
Autres recettes autonomes	4 609	5 357	3 022	3 976	5 849	7 773	6 943
Dépenses	389 155	397 616	389 359	391 673	407 343	422 402	446 505
Services généraux de l'administration publique	12 227	12 157	12 255	12 496	13 238	13 752	15 968
Protection de la personne et de la propriété	29 248	29 330	28 501	27 984	29 366	31 749	32 978
Transports et communication	18 150	19 680	17 422	17 062	17 823	18 117	17 979
Santé	51 753	53 105	53 427	56 762	59 378	64 317	70 465
Services sociaux	117 133	118 048	120 176	122 256	126 240	129 704	135 793
Éducation	55 644	55 602	54 269	55 390	57 970	60 457	63 522
Conservation des ressources et développement industriel	15 473	15 029	13 072	11 670	12 992	14 353	15 713
Environnement	8 398	8 666	8 381	8 703	8 566	8 672	9 222
Loisirs et culture	8 906	9 189	9 010	8 751	9 277	9 909	10 871
Travail, emploi et immigration	2 575	2 805	2 237	2 930	2 996	2 951	2 882
Logement	3 885	3 948	4 053	3 733	3 816	3 519	3 723
Affaires extérieures et aide internationale	4 634	3 954	3 761	3 676	4 035	4 291	4 477
Planification et aménagement des régions	1 564	1 558	1 527	1 562	1 688	1 762	1 847
Établissements de recherche	2 135	1 933	1 623	1 522	1 724	1 951	1 419
Service de la dette	56 994	62 056	59 114	56 011	56 900	56 397	57 790
Autres dépenses	436	556	530	1 166	1 334	501	1 857
Surplus/déficit (-)	-53 842	-45 200	-22 595	-1 189	-2 367	14 156	28 632

Voir la note et la source à la fin du tableau.

Tableau 17.1 Recettes et dépenses consolidées de l'administration publique, 1995 à 2008 (suite)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Recettes	468 149	481 412	505 434	538 265	571 678	604 541	635 664
Impôts sur le revenu	188 011	178 173	188 619	207 415	225 218	246 175	267 360
Impôts sur le revenu des particuliers	144 746	139 836	145 324	155 136	167 409	180 034	193 491
Impôts sur le revenu des sociétés	38 819	33 608	38 925	46 928	50 893	58 240	65 995
Impôts sur l'exploitation minière et forestière	297	352	215	530	757	1 005	994
Impôts directs des non-résidents	4 150	4 377	4 156	4 822	6 159	6 896	6 879
Taxes à la consommation	88 987	96 431	98 918	104 495	107 844	105 396	111 461
Taxes générales de vente	56 076	60 210	62 169	66 352	69 460	67 397	72 162
Taxes sur les boissons alcoolisées et le tabac	7 201	8 800	9 260	9 673	9 024	8 430	8 711
Taxes sur les divertissements	592	592	552	561	563	518	508
Taxes sur les carburants	11 743	12 337	12 760	12 700	13 013	13 079	13 575
Droits de douane	3 018	3 189	2 804	3 041	3 429	3 651	3 728
Bénéfices sur la vente des boissons alcoolisées	3 144	3 334	3 544	3 703	3 976	4 207	4 408
Bénéfices remis, tirés des jeux de hasard	5 926	6 095	5 969	6 395	6 438	6 152	6 229
Autres taxes à la consommation	1 288	1 873	1 860	2 070	1 941	1 961	2 139
Impôts fonciers et impôts connexes	41 730	42 529	44 244	46 721	49 404	51 220	52 993
Autres impôts	14 940	16 083	17 037	18 018	18 885	20 549	21 092
Primes d'assurance-maladie	2 282	3 000	3 132	3 206	3 258	3 268	3 424
Contributions aux régimes de sécurité sociale	59 953	63 489	67 568	69 039	71 132	74 489	76 505
Vente de biens et services	34 594	37 299	38 704	40 822	42 459	45 541	47 840
Revenus de placements	32 269	34 838	37 267	40 525	47 528	51 125	51 074
Autres recettes autonomes	5 381	9 570	9 946	8 022	5 950	6 779	3 916
Dépenses	461 306	480 915	501 884	516 576	544 753	576 182	607 589
Services généraux de l'administration publique	15 765	17 520	18 633	18 792	19 796	20 612	21 110
Protection de la personne et de la propriété	35 218	37 193	39 154	41 096	43 534	46 752	49 125
Transports et communication	18 628	19 148	20 258	21 172	24 723	25 913	29 516
Santé	76 935	83 315	89 479	94 497	99 126	106 919	115 358
Services sociaux	141 751	145 398	150 827	156 762	164 524	173 812	183 278
Éducation	66 559	70 533	74 246	77 140	82 685	86 837	91 144
Conservation des ressources et développement industriel	16 329	18 784	19 430	18 652	19 754	20 978	21 379
Environnement	9 853	10 259	11 391	11 903	12 935	14 464	16 082
Loisirs et culture	11 347	11 690	13 143	13 476	14 207	14 891	15 880
Travail, emploi et immigration	3 019	3 395	3 440	2 328	2 480	2 498	2 590
Logement	3 420	3 624	3 833	3 880	4 244	4 435	4 575
Affaires extérieures et aide internationale	4 562	5 128	4 611	5 556	5 585	6 500	5 942
Planification et aménagement des régions	2 099	2 111	2 133	2 057	2 217	2 385	2 665
Établissements de recherche	1 767	1 881	1 890	1 823	1 859	2 165	2 354
Service de la dette	52 075	49 475	46 917	45 506	44 755	45 844	45 181
Autres dépenses	1 979	1 463	2 499	1 935	2 329	1 176	1 410
Surplus/déficit (-)	6 842	496	3 550	21 689	26 925	28 360	28 075

Note : Les données des administrations fédérale, provinciales et territoriales sont en date du 31 mars et celles des administrations locales sont en date du 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0001.

Tableau 17.2 Transferts des administrations publiques aux particuliers, 1992 à 2005

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
	millions de dollars						
Ensemble des administrations publiques	93 077	98 323	98 495	98 512	98 865	100 431	104 558
Administration fédérale	49 317	51 600	50 166	48 879	48 752	49 234	50 739
Prestations familiales et allocations aux jeunes	2 870	37	37	38	39	43	58
Prestation fiscale et crédit d'impôt pour les enfants	658	5 252	5 259	5 214	5 228	5 310	5 600
Pensions (première et seconde guerres mondiales)	856	848	864	909	914	921	918
Allocations aux anciens combattants	443	441	417	397	383	387	387
Subventions aux Autochtones et à leurs organisations	2 573	2 886	3 027	3 566	3 564	3 730	4 447
Crédit pour taxes sur les produits et services	2 557	2 655	2 833	2 810	2 866	2 905	2 924
Prestations d'assurance-emploi	18 648	17 591	15 012	12 889	11 859	10 874	10 713
Paievements de la caisse de la sécurité de la vieillesse	18 776	19 479	20 170	20 622	21 221	21 798	22 398
Bourses d'études et subventions à la recherche	726	727	780	687	686	700	519
Transferts divers et autres	1 210	1 684	1 767	1 747	1 992	2 566	2 775
Administrations provinciales	23 651	24 603	24 815	25 406	25 576	25 945	26 717
Aide sociale, maintien du revenu	9 371	9 660	9 863	9 854	9 258	8 723	8 050
Aide sociale, autre	1 213	2 239	2 316	2 308	2 371	2 408	2 241
Indemnités des accidentés du travail	4 091	3 925	3 811	3 992	4 198	4 067	3 886
Subventions aux associations de bienfaisance	6 848	5 506	5 577	5 962	6 123	6 714	7 196
Transferts divers	2 128	3 273	3 248	3 290	3 626	4 033	5 344
Administrations locales	3 410	3 899	3 949	3 738	2 950	2 640	3 523
Régime de pensions du Canada	12 808	14 058	15 132	15 777	16 559	17 327	18 054
Régime de rentes du Québec	3 891	4 163	4 433	4 712	5 028	5 285	5 525
	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005
	millions de dollars						
Ensemble des administrations publiques	106 006	110 487	117 633	121 047	124 775	130 044	134 766
Administration fédérale	51 575	53 479	57 965	60 857	62 949	65 438	67 282
Prestations familiales et allocations aux jeunes	84	99	116	133	140	157	165
Prestation fiscale et crédit d'impôt pour les enfants	5 939	6 577	7 379	7 824	8 051	8 547	9 174
Pensions (première et seconde guerres mondiales)	910	973	1 196	1 398	1 463	1 527	1 571
Allocations aux anciens combattants	414	404	267	212	223	266	292
Subventions aux Autochtones et à leurs organisations	4 271	4 511	4 448	4 800	4 951	5 191	5 584
Crédit pour taxes sur les produits et services	2 943	2 974	3 099	3 140	3 264	3 346	3 472
Prestations d'assurance-emploi	10 150	9 615	11 361	12 837	13 361	13 269	12 937
Paievements de la caisse de la sécurité de la vieillesse	22 907	23 790	24 789	25 747	26 931	27 992	29 085
Bourses d'études et subventions à la recherche	519	531	560	585	612	668	692
Transferts divers et autres	3 438	4 005	4 750	4 181	3 953	4 475	4 310
Administrations provinciales	27 170	28 574	29 662	29 781	30 066	31 074	32 551
Aide sociale, maintien du revenu	7 048	6 538	6 547	6 603	6 641	6 788	6 893
Aide sociale, autre	2 546	2 906	2 966	2 936	3 061	3 180	3 252
Indemnités des accidentés du travail	4 073	4 434	4 840	5 150	5 036	5 081	5 295
Subventions aux associations de bienfaisance	7 322	7 953	8 406	8 500	8 667	8 920	9 155
Transferts divers	6 181	6 743	6 903	6 592	6 661	7 105	7 956
Administrations locales	2 990	3 248	3 641	2 637	2 747	2 903	2 912
Régime de pensions du Canada	18 540	19 183	20 023	21 076	21 986	23 129	24 225
Régime de rentes du Québec	5 731	6 003	6 342	6 696	7 027	7 500	7 796

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 384-0009.

Tableau 17.3 Dette de l'administration fédérale, 1994 à 2007

	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
	millions de dollars						
Dette fédérale brute	557 604	595 877	634 939	651 124	645 725	648 389	648 212
Dette non échue	414 942	441 991	470 581	477 940	468 024	461 004	457 331
Obligations négociables	208 464	233 621	262 279	295 022	309 256	315 421	315 854
Bons du trésor	166 000	164 450	166 100	135 400	112 300	96 950	99 850
Effets et prêts	5 649	9 046	7 296	10 557	12 533	16 353	11 302
Obligations d'épargne du Canada	31 331	31 386	31 428	33 493	30 479	28 217	26 899
Obligations détenues par le Régime de pensions du Canada	3 498	3 488	3 478	3 468	3 456	4 063	3 426
Comptes de pension de retraite	94 097	101 033	107 882	114 205	117 456	122 407	128 346
Billets du Dominion et monnaie en circulation	2 464	2 570	2 805	3 243	3 346	3 428	3 601
Autre passif	46 101	50 283	53 671	55 736	56 899	61 550	58 934
Dette non échue payable en devises étrangères	10 668	16 921	16 809	23 016	27 183	36 000	32 589
Actifs financiers	44 385	45 192	56 221	62 722	64 144	73 921	86 479
Dette fédérale nette ¹	513 219	550 685	578 718	588 402	581 581	574 468	561 733
	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	millions de dollars						
Dette fédérale brute	644 900	640 526	629 638	628 830	626 217	619 701	618 790
Dette non échue	447 741	444 058	441 366	437 946	432 996	428 354	419 646
Obligations négociables	316 651	314 685	303 689	292 145	276 676	269 577	264 664
Bons du trésor	88 700	94 201	104 600	113 400	127 200	131 600	134 100
Effets et prêts	12 570	7 765	7 124	7 720	6 705	6 740	3 965
Obligations d'épargne du Canada	26 416	24 021	22 584	21 330	19 080	17 342	15 175
Obligations détenues par le Régime de pensions du Canada	3 404	3 386	3 369	3 351	3 335	3 095	1 742
Comptes de pension de retraite	129 185	126 921	125 708	127 560	129 579	131 062	134 726
Billets du Dominion et monnaie en circulation	3 763	3 914	4 122	4 193	4 310	4 533	4 750
Autre passif	64 211	65 633	58 442	59 131	59 332	55 752	59 668
Dette non échue payable en devises étrangères	33 664	27 547	21 603	20 827	16 543	14 333	10 617
Actifs financiers	99 600	105 836	103 146	105 182	102 873	105 602	110 681
Dette fédérale nette¹	545 300	534 690	526 492	523 648	523 344	514 099	508 109

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

1. La dette fédérale nette est égale à la dette fédérale brute moins les actifs financiers.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0010.

Tableau 17.4 Recettes et dépenses des administrations publiques locales, 1996 à 2007

	1996	1997	1998	1999	2000	2001
	milliers de dollars					
Recettes	71 091 614	71 653 094	79 762 114	79 451 699	79 592 734	82 975 700
Recettes de sources propres	42 158 810	43 769 168	44 636 875	47 105 477	48 166 738	50 195 967
Taxes à la consommation	53 752	54 984	57 688	77 824	83 450	91 430
Impôts fonciers et impôts connexes	29 978 851	31 082 662	31 003 224	32 175 113	32 347 101	33 321 793
Autres impôts	389 097	440 650	458 448	511 733	513 763	556 465
Vente de biens et services	9 074 083	9 654 961	10 436 005	11 498 887	12 094 702	12 861 473
Revenus de placements	2 206 610	2 064 419	2 163 079	2 272 428	2 441 897	2 609 744
Autres recettes de sources propres	456 417	471 492	518 431	569 492	685 825	755 062
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 520 974	1 238 912	1 424 893	1 183 535	1 165 153	1 335 653
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	27 411 830	26 645 014	33 700 346	31 162 687	30 260 843	31 444 080
Dépenses	71 137 903	72 064 460	74 180 972	75 934 368	78 889 423	81 923 239
Services généraux de l'administration publique	3 877 000	4 014 048	4 237 621	4 711 618	3 836 904	4 359 578
Protection de la personne et de la propriété	6 113 280	6 195 067	6 767 336	6 819 085	7 194 115	7 707 272
Transports et communications	7 936 934	8 390 888	8 492 782	8 822 465	8 918 128	9 094 338
Santé	723 213	674 411	860 300	763 441	914 879	1 142 819
Services sociaux	4 263 112	4 213 551	5 171 253	4 982 959	5 532 077	5 187 874
Éducation	30 687 738	31 198 727	31 335 434	31 969 447	33 442 064	34 679 067
Conservation des ressources et développement de l'industrie	720 586	796 395	813 459	912 009	940 118	970 859
Environnement	6 299 724	6 442 329	6 250 761	6 388 056	6 797 043	7 168 290
Loisirs et culture	4 846 077	4 649 903	4 741 202	5 003 778	5 538 033	5 846 720
Logement	550 909	558 536	1 098 613	1 142 914	1 481 658	1 721 882
Planification et aménagement des régions	623 945	648 769	696 463	742 136	780 654	859 517
Service de la dette	4 175 801	3 951 100	3 585 330	3 413 081	3 174 753	3 071 983
Autres dépenses	319 584	330 736	130 418	263 379	338 997	113 040
Surplus (+) / déficit (-)	-46 289	-411 366	5 581 142	3 517 331	703 311	1 052 461

Voir la note et la source à la fin du tableau.

Tableau 17.4 Recettes et dépenses des administrations publiques locales, 1996 à 2007
(suite)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007
	milliers de dollars					
Recettes	86 250 076	90 692 440	94 606 314	99 512 869	108 429 815	109 667 285
Recettes de sources propres	51 548 535	53 541 264	56 642 305	59 652 013	63 258 309	65 333 614
Taxes à la consommation	96 387	97 623	98 885	102 297	110 859	114 747
Impôts fonciers et impôts connexes	34 263 273	35 821 903	37 759 412	39 901 677	41 646 452	43 075 562
Autres impôts	620 433	632 025	717 411	733 215	770 098	786 673
Vente de biens et services	13 464 364	13 599 140	14 344 044	14 976 225	16 243 751	16 712 824
Revenus de placements	2 332 801	2 579 762	2 868 614	3 062 347	3 508 467	3 603 756
Autres recettes de sources propres	771 277	810 811	853 939	876 252	978 682	1 040 052
Transferts à des fins générales en provenance des autres composantes de l'administration publique	1 474 235	1 545 596	1 657 222	1 827 974	1 842 701	1 879 803
Transferts à des fins particulières en provenance des autres composantes de l'administration publique	33 227 306	35 605 580	36 306 787	38 032 882	43 328 805	42 453 868
Dépenses	85 368 021	91 633 360	94 878 259	100 461 389	108 704 519	112 166 933
Services généraux de l'administration publique	5 165 139	5 853 617	5 854 126	6 037 124	6 414 515	6 887 145
Protection de la personne et de la propriété	8 096 465	8 981 806	9 232 645	9 843 695	10 358 766	10 960 292
Transports et communications	9 245 703	10 186 898	10 799 284	11 716 661	12 685 486	13 821 798
Santé	1 248 668	1 342 148	1 471 662	1 622 440	1 670 285	1 676 049
Services sociaux	5 285 551	5 547 707	5 777 432	5 996 978	6 179 661	6 095 391
Éducation	36 178 085	37 557 661	38 709 529	40 125 158	44 316 435	43 499 985
Conservation des ressources et développement de l'industrie	937 830	1 094 150	1 155 389	1 257 949	1 386 869	1 464 293
Environnement	7 432 848	8 591 633	9 012 248	10 065 411	11 135 736	12 461 375
Loisirs et culture	5 751 152	6 546 538	6 774 704	7 502 875	7 914 672	8 563 751
Logement	1 901 034	1 950 566	2 009 372	2 240 100	2 402 429	2 347 563
Planification et aménagement des régions	903 391	944 251	1 012 986	1 080 641	1 195 225	1 370 169
Service de la dette	3 014 306	2 958 402	2 958 169	2 910 791	2 971 221	2 938 687
Autres dépenses	207 849	77 983	110 713	61 566	73 219	80 435
Surplus (+) / déficit (-)	882 055	-940 920	-271 945	-948 520	-274 704	-2 499 648

Note : Année se terminant le 31 décembre.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0003.

Tableau 17.5 Emploi, salaires et traitements dans le secteur public, 2003 à 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	nombre				
Emploi¹	3 031 830	3 054 125	3 101 494	3 164 593	3 225 700
Administration publique	2 756 850	2 771 572	2 819 798	2 880 763	2 936 738
Administration publique générale fédérale ²	366 428	366 733	370 477	386 765	387 636
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	345 684	343 772	348 521	351 893	357 949
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	752 279	753 450	766 773	780 390	800 669
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	320 542	326 118	334 720	340 289	348 734
Administrations publiques générales, locales	367 627	368 713	377 603	385 621	395 167
Commissions scolaires locales	604 290	612 786	621 703	635 806	646 583
Entreprises publiques	274 980	282 553	281 696	283 831	288 962
Entreprises publiques, fédérales	92 084	94 634	95 436	96 310	99 121
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	131 314	134 859	131 543	130 963	131 252
Entreprises publiques, locales	51 582	53 060	54 717	56 558	58 589
	milliers de dollars				
Salaires et traitements³	132 743 725	137 457 424	144 018 454	151 863 218	160 985 860
Administration publique	119 780 111	123 636 733	129 908 952	137 057 274	145 215 977
Administration publique générale fédérale ²	21 018 975	21 318 865	23 641 854	24 607 268	25 826 946
Administrations publiques générales, provinciales et territoriales	17 047 909	17 312 214	17 704 886	18 605 108	19 547 493
Institutions de services de santé et services sociaux, provinciales et territoriales	29 142 154	30 118 469	31 061 851	32 952 374	35 726 591
Universités, collèges, instituts de formation professionnelle et écoles de métiers, provinciales et territoriales	13 174 934	13 955 697	14 854 839	15 826 476	16 678 163
Administrations publiques générales, locales	14 826 207	15 468 000	16 314 796	17 258 817	18 276 605
Commissions scolaires locales	24 569 925	25 463 489	26 330 725	27 807 232	29 160 183
Entreprises publiques	12 963 614	13 820 691	14 109 503	14 805 943	15 769 884
Entreprises publiques, fédérales	3 741 516	4 021 975	4 072 449	4 316 943	4 634 364
Entreprises publiques, provinciales et territoriales	6 659 890	7 109 667	7 207 753	7 505 088	7 981 573
Entreprises publiques, locales	2 562 206	2 689 052	2 829 299	2 983 915	3 153 947

Notes : Le 24 août 2005, certains estimés antérieurs à l'année 2005 ont été révisés : les données relatives à l'administration publique générale du Nunavut ont été révisées à partir de l'année 2000; les données relatives aux entreprises publiques fédérales de la Nouvelle-Écosse et du Manitoba ont été révisées à partir de l'année 2003; les données relatives aux entreprises publiques provinciales de l'Ontario ont été révisées à partir de l'année 2003. Dans chaque cas, les totaux correspondants pour l'ensemble des administrations publiques, des entreprises publiques et de l'ensemble du secteur public ont été révisés.

Les données sont au 31 décembre.

1. Les données d'emplois ne sont pas en équivalent temps plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel. Inclut les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.
2. L'administration publique générale fédérale comprend les réservistes et les membres des forces armées canadiennes à temps plein.
3. Les salaires et traitements sont une somme annuelle. Inclut les employés au Canada et à l'extérieur du Canada.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0002.

Tableau 17.6 Personnel militaire et rémunération, 2003 à 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	nombre				
Employés¹					
Canada et extérieur du Canada	83 766	84 059	85 706	87 730	89 332
Terre-Neuve-et-Labrador	1 295	1 402	1 375	1 226	1 227
Île-du-Prince-Édouard	262	266	284	213	230
Nouvelle-Écosse	10 598	10 696	10 830	10 520	10 536
Nouveau-Brunswick	4 949	4 959	5 084	5 300	5 763
Québec	15 384	15 402	16 121	17 663	18 200
Ontario	27 751	27 681	28 413	29 741	29 904
Manitoba	3 960	3 908	3 927	3 824	4 002
Saskatchewan	1 100	1 104	1 150	1 108	1 112
Alberta	9 052	9 209	9 078	9 090	9 217
Colombie-Britannique	7 741	7 776	7 793	7 298	7 305
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	148	153	150	166	174
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	1 521	1 496	1 494	1 577	1 656
	milliers de dollars				
Traitement et salaires annuels²					
Canada et extérieur du Canada	4 072 576	4 130 991	4 635 783	4 738 238	4 914 600
Terre-Neuve-et-Labrador	44 635	45 623	55 668	53 914	55 117
Île-du-Prince-Édouard	4 516	4 838	6 299	5 862	6 986
Nouvelle-Écosse	571 509	577 900	645 756	656 543	667 479
Nouveau-Brunswick	218 997	224 507	257 565	268 851	305 644
Québec	667 067	691 148	777 348	801 439	873 722
Ontario	1 365 989	1 377 531	1 552 523	1 616 418	1 646 513
Manitoba	200 137	196 817	220 550	215 275	224 931
Saskatchewan	45 867	47 793	50 570	51 691	53 794
Alberta	426 726	433 678	483 977	485 571	490 258
Colombie-Britannique	399 413	406 287	448 902	440 776	447 203
Yukon	x	x	x	x	x
Territoires du Nord-Ouest	11 920	12 102	13 807	14 303	14 824
Nunavut	x	x	x	x	x
Extérieur du Canada	115 550	112 388	122 103	126 492	125 769

Notes : Les données d'emploi ne sont pas en équivalent à temps plein et ne font pas de distinction entre les employés à temps plein et à temps partiel.
Exclut les employés civils.

1. Nombre annuel moyen.

2. Les salaires et traitements sont une somme annuelle.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 183-0004.

Tableau 17.7 Recettes et dépenses des institutions de services de santé et de services sociaux, 2003 à 2007

	2003	2004	2005	2006	2007
	milliers de dollars				
Recettes	53 363 118	57 163 948	60 362 742	63 712 802	69 039 362
Recettes autonomes	8 066 583	8 417 204	8 985 511	9 508 376	10 326 873
Ventes de biens et de services	6 742 844	7 236 310	7 748 671	8 202 267	8 909 139
Revenus de placements	122 103	146 341	115 278	120 579	130 779
Autres recettes autonomes	1 201 636	1 034 552	1 121 562	1 185 531	1 286 956
Transferts de l'ensemble des administrations publiques	45 296 535	48 746 744	51 377 231	54 204 425	58 712 489
Administration fédérale	857	6 334	6 868	5 282	5 848
Administrations provinciales	45 105 809	48 475 693	51 148 536	53 962 320	58 449 620
Administrations locales	189 869	264 718	221 827	236 823	257 022
Dépenses	55 064 854	59 121 941	61 907 633	63 972 758	69 301 721
Santé	48 856 865	52 582 587	55 037 326	56 800 899	61 568 320
Soins hospitaliers	25 624 256	27 357 155	28 647 459	30 126 928	32 716 547
Soins médicaux	11 272 160	12 110 118	13 164 745	12 842 837	13 902 999
Soins préventifs	953 514	1 077 248	1 167 437	1 224 864	1 327 722
Autres services de santé	11 006 935	12 038 066	12 057 686	12 606 270	13 621 052
Services sociaux	5 998 135	6 315 931	6 641 924	6 938 575	7 484 622
Assistance sociale	58 051	47 541	41 312	4 471	4 906
Autres services sociaux	5 940 084	6 268 390	6 600 611	6 934 104	7 479 716
Service de la dette	205 220	218 531	224 545	233 223	248 713
Logement	4 634	4 893	3 838	61	67
Surplus/déficit (-)	-1 701 734	-1 957 994	-1 544 891	-259 957	-262 359

Note : Année financière se terminant le 31 mars.

Source : Statistique Canada, CANSIM : tableau 385-0008.